IL RENOUVELLE SA LOYAUTÉ ENVERS BOUTEFLIKA

Les clarifications insistantes de Gaïd Salah

Le vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, a tenu à «rappeler» les missions de l'institution qu'il dirige ainsi que les siennes propres. Un «rappel» qui vient sans doute en guise de réponse aux spéculations insistantes autour des ambitions présidentielles que d'aucuns prêtent à l'homme fort de l'armée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pour ces mêmes raisons, d'autres spéculations évoquent un scénario tout à fait inverse, prévoyant une proche fin de mission pour celui qui dirige l'institution depuis 2004. A l'évidence, le chef d'état-major de l'ANP ne pouvait réagir à tant de questionnements autour de son avenir, tant professionnel que politique. Il choisira, pour cela, le cadre hautement solennel et officiel, en l'occurrence une rencontre qu'il a présidée, jeudi dernier, au siège du Commandement de la 1re Région militaire à Blida et qui a regroupé les cadres et les personnels ainsi que des représentants des différents services de sécurité, comme le précise un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Dans son discours, le patron de l'armée réitérera clairement la loyauté de l'institution à Abdelaziz Bouteflika. : «En mon nom personnel et au nom de tous les éléments de l'Armée nationale populaire, j'ai le plaisir de réitérer toute notre gratitude et notre appréciation au contenu du message de Son Excellence Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, adressé au peuple algérien à l'occasion de la célébration du 62e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, à travers lequel il a souligné que l'Algérie sait pouvoir compter sur ses capacités, le professionnalisme et le patriotisme de l'Armée nationale populaire, ainsi que sur le potentiel et l'expérience de ses corps de sécurité, pour préserver l'intégrité du territoire et éradiquer les résidus du terrorisme de son sol, en rendant à cette occasion un hommage appuyé aux officiers, sous-officiers et djounoud de l'Armée nationale populaire, pour leur mobilisation et leurs sacrifices au service de la patrie.» Ce message, Gaïd Salah le destine d'abord à Abdelaziz Bouteflika, mais aussi à l'institution et, bien sûr, à l'opinion publique en général. Il précisera encore : «J'ai déjà confirmé à plusieurs occasions que l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, accomplit ses missions conformément à la Constitution et suivant les orientations de Son Excellence Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale et demeurera à jamais, en accomplissant son devoir national, fidèle aux valeurs du serment prêté devant Dieu, devant le peuple et devant l'Histoire».

Le chef de l'état-major de l'ANP insiste longuement sur le rôle et la mission de l'armée : «L'armée nationale populaire continue d'exercer inlassablement ses missions, faisant de la sécurisation de l'Algérie et de son peuple, et de la sauvegarde de sa stabilité, son indépendance et sa souveraineté nationale sa priorité, dans un contexte régional caractérisé par des mutations et des événements suscitant la méfiance.» Le vice-ministre de la Défense signifie, par là, que l'institution ne s'en tient qu'à son rôle défini par la Constitution, autrement dit, elle ne s'implique, ni ne veut être impliquée dans les luttes et les débats politiques.

«L'Armée nationale populaire est une armée républicaine, fidèle au serment, à ferme abnégation et dévouement, qui attache à ces valeurs leur véritable sens, et les imprègne dans les esprits et les âmes de ses éléments, au service de l'Algérie et uniquement de l'Algérie, une armée cernant parfaitement ses responsabilités et prérogatives, qui adopte une stratégie à long terme, aux approches graduelles et rationnelles, aux objectifs profonds, aux repères clairs et à une vision perspicace. Laquelle stratégie, poursuit encore Gaïd Salah, a prouvé son efficacité sur le terrain, car nous, au sein de l'Armée nationale populaire, privilégions l'acte à la parole. Oui ! nous privilégions l'acte à la parole, et nous sommes aujourd'hui, grâce à Allah le Tout-Puissant, et grâce à cette ligne droite de conduite, capables de sauvegarder notre patrie et faire face à toute menace quelles qu'en soient l'ampleur et l'origine»

«Nous privilégions l'acte à la parole»

Manifestement, l'armée, à travers son premier responsable, tient à s'extirper de tout débat politique, et elle le rappelle cette fois-ci de manière insistante. Gaïd Salah poursuivra son discours en ajoutant, en effet : «Telle est notre vision et tel est notre chemin pratique et approprié, qui a fait ses preuves sur le terrain, et que nous avons veillé à emprunter durant ces dernières années de notre mission au sein de l'Armée nationale populaire (…) dans ce que renferment les réserves de notre peuple conscient et enraciné, en termes d'abnégation et de dévouement envers l'Algérie.» Notons, au passage, qu'ici, le chef d'état-major parlait de sa propre personne, ce qui est extrêmement rare chez lui. «C'est une noble responsabilité autant que nous la jugeons du ressort de nos principales responsabilités, autant que nous la considérons fondamentalement le leg des martyrs, pour nous et pour tous les fidèles de l'Algérie, nécessitant sa perpétuelle préservation et sa sauvegarde. Tel est le sens de la citoyenneté, en soutenant et en se rassemblant autour de leur armée qui poursuit l'accomplissement de ses missions assignées, et pour lesquelles elle a prêté serment devant Dieu de mener avec fidélité, abnégation et dévouement.» Cette lourde mise au point de Gaïd Salah mettra-t-elle fin aux spéculations ? En tout cas, le message est parvenu au «destinataire» principal, Abdelaziz Bouteflika, qui, c'est connu, peut tout admettre chez tous les hauts responsables sauf une seule chose : caresser le rêve de lui succéder, même à long terme. Mais il faut dire aussi que l'homme est reconnaissant envers son chef d'état-major sans qui le quatrième mandat n'aurait jamais été possible...

K. A.

ARRESTATION DE 21 PERSONNES À GHARDAÏA

Les prévenus transférés à Menéa

Les vingt-et-une personnes arrêtées mardi soir à Ghardaïa ont été transférées à la prison de Menéa dans l'attente d'être déférées devant la juridiction compétente où elles doivent répondre de chefs d'inculpation graves.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Mercredi 7 décembre. Une dépêche de l'agence officielle APS annonce l'arrestation de 21 personnes clandestinement réunies à Ghardaïa. La terminologie utilisée et la manière même dont a été rédigée l'information donnent un caractère particulier à l'évènement.

Le texte insiste particulièrement sur le respect des droits des mis en cause durant leur interpellation et les raisons de cette arrestation. Selon la même source, ils sont notamment accusés «d'incitation à la haine» et de «tentatives de déstabilisation» de la région. Sur le moment, aucune personne n'est en mesure de fournir davantage de détails sur le fait et encore moins sur la situation particulière qui prévaut dans cette wilaya depuis les événements qui l'ont marquée. Dans la journée de jeudi, les proches des personnes interpellées se sont manifestés dans le cadre de l'organisation de leur défense. On en sait davantage sur ce qui s'est passé. L'un des avocats constitués dans ce dossier nous apprend que les prévenus ont tous été transférés à la prison de Menéa. Ce transfert n'a aucun lien, nous dit-on, avec une quelconque intention d'éloigner les prévenus de Ghardaïa où l'évènement semble avoir accentué la tension qui règne dans la région. Cette décision a été prise en raison de la vétusté de la prison de Ghardaïa et de son incapacité d'accueillir plus de détenus qu'elle n'en abrite déjà. Mercredi, les 21 personnes interpellées ont été donc conduites à la prison de Menéa. Parmi elles, Belladis Belhadj et son fils. La série d'interpellations s'est déroulée dans son domicile. Selon les informations que nous avons pu recueillir, Belladis Belhadj est établi en France depuis un certain nombre d'années. Il est récemment rentré en Algérie pour rendre visite à sa famille. Mardi soir, «il a reçu un certain nombre d'invités dans le cadre d'activités religieuses que les citoyens de Ghardaïa ont coutume de mener chaque fin de semaine», nous dit-on. Chaque jeudi, poursuit notre source, des séances de lecture du Coran sont organisées chez des personnes et cela se passe à tour de rôle. La rencontre est naturellement l'occasion de discuter de la situation qui prévaut dans le pays, et dans la région notamment. «En début de soirée, les forces de l'ordre se présentent au domicile de Belladis Belhadj et embarquent toutes les personnes qui s'y trouvent.» Contacté par l'un des fils de Belladis, Me Salah Dabbouz se constitue pour la défense des prévenus. Il se dit inquiet car les chefs d'inculpation qui pèsent sur ses clients sont lourds. «Vous savez qu'en matière de prévention, le pays a récemment enregistré une amélioration, un allègement, sauf pour les cas graves. Le problème, c'est que ces cas graves n'ont pas été définis. Mes clients sont accusés d'incitation à la haine, nous ne savons pas ce que cela veut dire, et je me pose la question de savoir si la lecture du Coran est un acte grave. Quant aux discussions politiques, elles sont inévitables, tous les Algériens parlent de ce qui se passe dans le pays, c'est tout à fait normal. Reste à savoir ce que cache cette affaire.» Toutes les personnes que nous avons contactées hier évoquent l'existence d'une peur difficile à définir. «Peur d'être arrêté, accusé par n'importe qui de faire partie de groupuscules qui tentent de déstabiliser la région. Les services de sécurité sont sur le qui-vive et à l'affût du moindre regroupement, en particulier lorsqu'il se déroule dans des domiciles. Les dernières arrestations sont peut-être aussi destinées à maintenir la pression, à faire savoir qu'un plan de vigilance extraordinaire est déployé pour éviter à Ghardaïa de sombrer dans l'inconnu.»

A. C.

À PARTIR DE TIZI-OUZOU

Benflis appelle l'opposition à «un rassemblement pour le changement»

Revenue dans les bonnes grâces des politiques depuis quelques jours, avec une sortie du PT remarquée mais qui n'a pas fait courir les foules, après un long «désert» du genre auquel elle n'était pas habituée, Tizi-Ouzou a renoué avec les rassemblements qui vont, manifestement, la replonger dans les ambiances pré-électorales même s'il faut souligner que, pour le moment, évoquer les législatives ou tout autre sujet ayant un lien avec des élections ne branche pas tellement de monde, pour ne pas dire quasiment personne, à part les intéressés, bien sûr.

Ainsi, la première personnalité à défiler, depuis un bon bout de temps, devant l'auditoire tizi-ouzien a été Ali Benflis, jeudi, après s'en être allé inaugurer les nouveaux locaux de son parti au chef-lieu d'une région où, dit-il, à chaque fois qu'il met les pieds, lui inspire les mêmes sentiments, intenses et profonds, avant de rappeler le rôle de la Kabylie dans tout ce que le pays a eu à affronter entre épreuves, oppression et occupation. Sur les noms des leaders héros de la Révolution, ceux de personnages ayant fait l'histoire plus récente de la Kabylie, Ali Benflis ne se montrera pas avare en hommages pour, enfin, après un long préambule, s'adonner à ce qui avait tout trait à un réquisitoire en règle contre le pouvoir en place, qui a mené le pays «dans une impasse politique totale», en usant d'un parallèle historique, les évènements du 11 Décembre 1960, pour parler de l'unité des Algériens qui n'a laissé aucun choix à la puissance coloniale que celui de constater qu'en face, il y avait «un peuple rassemblé autour de dirigeants légitimes» et cette unité nationale a amené la puissance coloniale à aucun autre choix que de constater que le dessein d'une Algérie française avait vécu et que l'heure de l'Algérie algérienne avait sonné. «C'est de cette unité nationale que notre pays a, aujourd'hui, le plus besoin pour surmonter les épreuves de toutes sortes auxquelles il est confronté.» Cette unité, c'est à l'opposition «celle qui rejette la violence» de lui donner corps. Pour le président de Talaie El Hourriyet, la perte des repères historiques nous a menés à un constat implacable aujourd'hui. Une impasse politique totale, une crise économique d'une exceptionnelle gravité, et la menace dangereuse d'une montée des tensions sociales. «Cette impasse politique n'est ni accidentelle ni fortuite», selon l'analyse de l'ex-chef de gouvernement. Un système archaïque dépassé par les événements, les mutations de la société, le produit d'un déni de citoyenneté, et puis «cette impasse politique est le produit d'un Etat et d'institutions qui ont cessé d'être l'Etat et l'institution de tous pour ne servir que des intérêts particuliers et pour ne combler de leurs faveurs que ceux qui gravitent dans la périphérie immédiate du régime en place». Enfin, pour Benflis, cette impasse politique est «le produit d'une gouvernance dont la légitimité est récusable et récusée, une gouvernance dont la représentativité est fictive, dont la crédibilité est au plus mal, dépourvue de toute confiance auprès des citoyens». Tout ceci fait qu'aujourd'hui, le pays n'est plus géré. A l'impasse politique est venue se greffer une crise économique «dont l'acuité exceptionnelle exige une gouvernance politique autrement plus effective, plus imaginative et plus performante que celle que nous connaissons et qui a révélé toutes ses limites», clame la sentence de Benflis qui n'accorde aucune espèce de circonstance atténuante au pouvoir bien que la baisse des cours du pétrole ait touché tous les pays exportateurs d'énergie. Le grand tort du régime en place est de s'être accommodé du rôle de grand distributeur de la rente et privé l'économie nationale des chances de la diversification de la création de richesses, constituant ainsi le premier obstacle à la libération des initiatives. «Comme jamais, le régime politique en place a politisé l'acte économique pour l'ériger en privilège (…) en faveur de ses alliés et ses soutiens», accuse un Benflis rageur au fil des minutes qui s'égrenaient d'un laïus chargé en reproches à l'encontre d'un régime auquel il impute la déstructuration de l'économie nationale alors que, contrairement à tous les pouvoirs politiques précédents, il avait la chance de disposer de 1 000 milliards de dollars. La grave crise économique que nous vivons, pour Ali Benflis, on la doit à une gouvernance «imprévoyante et désinvolte qui ne sait absolument pas quoi faire pour y faire face» et ce ne sont pas les solutions préconisées qui ont eu le don d'atténuer la colère du président de Talaie El Hourriyet. Les recours au Fonds de régulation des recettes, censé contenir l'épargne de cette génération au profit des générations à venir, puis les réserves de change, passées de 193 milliards de dollars en 2014 pour fondre jusqu'à atteindre les 120 milliards de dollars à la mi-juin de cette année, le recours à une amnistie fiscale qui n'a servi qu'au blanchiment de l'argent acquis de manière douteuse ou celui circulant dans l'économie informelle, pour enfin initier un emprunt national, dont on ne connaît pas les résultats, sont autant de subterfuges (Benflis les appellera «abris»), qui se sont révélés les uns moins protecteurs que les autres avant qu'aujourd'hui nos gouvernants n'optent pour ce que l'invité de Tizi-Ouzou appellera «un matraquage fiscal ininterrompu». Un autre»abri» qui leur permettrait, croient-ils, de tenir jusqu'à la prochaine remontée des cours pétroliers. Une politique du gouvernement qu'illustre la réduction du budget d'équipement du pays de 4 000 à 2 000 milliards de dinars, mettant ainsi en jachère le développement économique et social du pays, alors que le budget de fonctionnement de l'Etat a été soigneusement prémuni contre les mesures de rigueur et d'austérité. Si l'on doit se fier au raisonnement d'Ali Benflis, ces politiques publiques «dictées par la panique et les calculs de courte vue» dirigent droit vers la paupérisation les classes moyennes et les plus démunis vers davantage de dénuement. Un cocktail tout indiqué pour mener vers la montée des tensions sociales.

S'aidant des messages du 11 Décembre 1960, qui a été avant tout et par-dessus tout une forte démonstration d'unité nationale, l'ex-chef de gouvernement appellera à éviter la désunion des rangs, l'émiettement des forces et la dissonance des voix. Un appel on ne peut plus clair à l'opposition. «Nous ne pourrons pas relever les défis actuels qui se posent à nous et nous ne surmonterons pas les épreuves politiques, économiques et sociales auxquelles nous faisons face si nos rangs sont dispersés, si chacun de nous tire dans le sens de ses seuls intérêts (…) au détriment du grand projet national qui doit nous rassembler», dira le président de Talaie El Hourriyet à ses amis d'une opposition avec laquelle il y a largement de quoi s'unir et se rassembler pour imposer le changement.

M. Azedine